

Les trahisons de Zelensky et des médias : la corruption généralisée



Que disait la presse *mainstream* lors de l'élection de Zelensky en avril 2019 ? Reprenons trois sources du moment : l'article du *Monde* du 21 avril, de Benoît Vitkine, celui de *La Croix* du 28 mars, d'Olivier Tallès après le premier tour, et la synthèse de France Info du 22 avril 2019 actant son élection. Alors que ces rédactions nient maintenant 1. **la corruption**, 2. l'ukrainisation, 3. la promesse de la paix et 4. L'emprise des oligarques, ces trois articles jetaient en avril 2019 un regard cru sur l'élection présidentielle. Commençons aujourd'hui par la corruption généralisée.

Leur relecture confirme notre totale incompréhension du soutien des démocraties occidentales au régime de Zelensky. Et, en creux, elle démontre la mainmise soudaine des services américains sur les médias européens, dans le but de soutenir les projets de l'Otan. Ceux-ci visent la déstabilisation de la Russie au prix de la totale trahison de nos valeurs jusqu'à sacrifier l'Ukraine et les Ukrainiens. Et comme le titrait *Le Monde* : « *Le pays fait un saut dans l'inconnu* » ? En effet.

Les trois références :

[Ukraine : Volodymyr Zelensky remporte la présidentielle, le pays fait un saut dans l'inconnu \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr/ukraine/article/2019/04/21/ukraine-volodymyr-zelensky-remporte-la-presidentielle-le-pays-fait-un-saut-dans-l-inconnu_6058112_0_0.html)

[En Ukraine, le show Zelensky a rythmé la campagne \(la-croix.com\)](http://la-croix.com)

[Ukraine : ce que l'on sait du programme du nouveau président Volodymyr Zelensky \(francetvinfo.fr\)](http://francetvinfo.fr)

Et quelques autres sur la corruption en Ukraine :

[En Ukraine, l'ombre de la corruption plane sur la future reconstruction du pays \(france24.com\)](http://france24.com)

[La corruption en Ukraine, ce n'est plus un tabou – Le Temps](http://LeTemps)

[L'Ukraine renforce l'indépendance d'une agence clé de lutte contre la corruption – Conseil de l'Atlantique \(atlanticcouncil.org\)](http://atlanticcouncil.org)

Les vérités au 21 avril 2019 dans les médias français

Il est maintenant interdit de rappeler que l'Ukraine est un pays victime de la corruption et d'une oligarchie mafieuse. Pourtant, que disaient ces journaux lors de l'élection d'avril 2019 ?

« Les Ukrainiens ont préféré, en élisant un parfait inconnu, faire un saut dans le vide plutôt que de poursuivre leur route avec une classe politique décrédibilisée par des années de prévarication » (Le Monde).

Benoît Vitkine poursuit :

« Il est assez facile de comprendre contre quoi les Ukrainiens ont voté : corruption, guerre, pauvreté, ces maux associés à l'ère Porochenko » (Le Monde).

Le journaliste est encore plus explicite dans ses formulations :

« Les Ukrainiens ont estimé que nul n'était mieux placé pour démanteler le système politico-mafieux ukrainien que l'un de ses enfants, l'oligarque Petro Porochenko ; cinq ans plus

tard, alors que leur pays est déchiré, ils misent sur un outsider investi d'une mission de salubrité publique » (Le Monde).

Zelensky a bien été élu pour lutter contre la lèpre de la corruption. B. Vitkine le dit très bien :

« De fait, la tâche qui attend Volodymyr Zelensky est gigantesque. « Casser le système », comme l'a promis le candidat » (Le Monde). Et le parallèle que le journaliste fait avec les USA est troublant :

« « S'il se décide vraiment à agir, Zelensky va se retrouver face à l'Etat profond ukrainien, qui est bien plus puissant que l'Etat profond américain qui lutte face à Trump », prévient Iouri Romanenko, de l'Institut du futur, une structure qui a conseillé le candidat » (Le Monde).

A peine l'élection enregistrée, c'est France Info qui apprend que la situation est compliquée dans un pays à la corruption endémique :

« Si Pierre Lorrain estime que Volodymyr Zelensky a un programme inexistant, il souligne qu'il a « un plan qui s'articule en deux points ». Selon lui, le premier concerne la lutte contre la corruption. « Et là, son plan est bien établi, insiste-t-il. Il y a une vingtaine de points très précis qui font que si on l'applique, l'Ukraine peut sortir de la spirale de la corruption. » Volodymyr Zelensky doit, en effet, une large partie de sa victoire à l'échec du gouvernement précédent à lutter contre la corruption, un fléau qui éclabousse une partie des élites du pays. En octobre 2018, dans son [rapport sur la compétitivité mondiale](#) (en anglais), le World Economic Forum a publié son indice de corruption annuel. L'Ukraine y figure parmi les pays les plus corrompus au monde ex-aequo avec l'Iran, la Sierra Leone et la Gambie » (France Info).

Zelensky a bien été élu sur un programme de lutte contre la

corruption, pour mettre fin à cette économie oligarchique, ce système qui a produit tant de misère dans un pays paradoxalement si riche.

Les réalités d'une corruption fatale à la démocratie

En effet, si l'élection de Zelensky avait pour motif la paix, elle avait aussi pour beaucoup celui d'éradiquer la corruption qui gangrène et appauvrit toute la société ukrainienne à l'exception de quelques oligarques. Ce fléau fabrique et entretient cette société fracturée entre quelques milliardaires et leurs obligés, et des millions de malheureux. Le signe ne trompe pas, les jeunes fuient l'Ukraine pour aller travailler en Pologne ou ailleurs en Europe et les jeunes femmes sont prêtes à trouver mari ailleurs, effrayées des trafics des filières de la prostitution.

Cette corruption a des effets dévastateurs sur le pays. Pourtant riche d'un sous-sol de fer, de nickel, de titane, de palladium, etc., de terres noires exceptionnelles, l'Ukraine est un des 4 pays les plus pauvres des 57 que comptent la zone Euro-asiatique. Elle occupe ces dernières places avec des pays moins favorisés par leur géographie : Tadjikistan, Kirghizistan et Ouzbékistan. Rappelons la misère des Ukrainiens : 3700 dollars par an en 2020 soit environ 10 dollars par jour. Cela positionne l'Ukraine en dessous de pays bien pauvres comme l'Albanie, le Kosovo et la Moldavie voisine.

Quelques réformes furent engagées en 2014, sous Porochenko. Une plateforme informatique a été mise en place pour les marchés publics : Prozorro. Elle ne suffira pas à éviter le favoritisme des attributions des marchés. Et ce n'est pas la transparence des attributions sur Internet qui changera les pratiques. C'est tout à fait illusoire. L'obligation faite aux fonctionnaires de déclarer leurs revenus et leur patrimoine allait dans le bon sens. Mais le bureau national anticorruption (Nabu) a été laminé, avec un simple pouvoir

d'enquête sans pouvoir judiciaire d'inculpation. Et en octobre 2020, la Cour constitutionnelle saisie par des députés invalidera des mesures anticorruption. Étonnante situation, où les plus hautes autorités juridiques d'un pays prétextent du droit pour s'opposer à la démocratie. La fameuse déclaration des fonctionnaires, souvent bidonnée, n'est pas sanctionnable au niveau souhaité : celle de la responsabilité pénale du coupable de déclarations mensongères. Les oligarques œuvrent ainsi à la destruction de ces lois. Le bureau national anticorruption a peu d'influence et ses pouvoirs ont été très amputés.

La volonté démocratique est largement bafouée par les autorités censées protéger l'État de droit. Elles sont bien les premières à œuvrer contre la démocratie et en faveur des corrupteurs. C'est dans ce contexte que les nations occidentales et leurs institutions internationales (FMI en particulier) déversent des milliards ! Les bailleurs de fonds prêtent encore à ce pays endetté à hauteur de 130 milliards de dollars, soit près de 90% du PIB dans un contexte de contraction de celui-ci de moitié entre 2021 et 2022.

Les oligarques occidentaux contre la démocratie en Ukraine

Dans ce contexte, nos oligarchies occidentales ne travaillent pas à la lutte contre la corruption, bien au contraire. Malgré l'affichage d'un appel à l'État de droit pour financer la reconstruction qui nécessitera plusieurs centaines de milliards, les pratiques actuelles démontrent déjà que les Occidentaux subventionnent une oligarchie, contre les intentions du peuple ukrainien de se défaire de leur emprise.

Rien n'est aujourd'hui sous contrôle et le trou noir commence en fait dans nos sociétés occidentales. Qui vote ces fonds ? Qui les contrôle ? Qui en suit l'usage comme dans les projets d'une banque de développement par exemple ? L'opacité commence en Occident. Là est le trouble d'une complicité entre des

oligarchies qui se ressemblent. Comme le rappelle France 24 :

« Les milliards de dollars promis à l'Ukraine par ses soutiens occidentaux pourraient provoquer des tentations dans l'un des pays les plus corrompus d'Europe. Mardi, les principaux alliés de l'Ukraine, réunis en Suisse, ont conditionné leur aide au renforcement de l'État de droit et à l'éradication de la corruption » (France 24, 6 juillet 2022).

Mais dans le même temps, le Premier ministre ukrainien, Denys Chmyhal, estime les besoins de l'Ukraine à 750 milliards de dollars pour sa reconstruction à venir quand des organismes internationaux estiment les destructions à environ 100 milliards. Là, le trouble devient l'inquiétude quant à l'intégrité des politiques, au plus haut niveau de l'État ukrainien. Tout cela prouve bien que l'oligarchie mafieuse ukrainienne n'est pas une fiction de complotistes ou de correspondants de Poutine à l'étranger. Étrangement donc, de constater que, depuis février 2022, nos oligarchies occidentales ont balayé ce constat en apportant environ 100 milliards pour payer les fonctionnaires, subvenir aux besoins militaires, etc.

Pourtant, le peuple ukrainien avait voté pour un « libérateur » de cette corruption de l'État et pour la paix. Depuis, rien n'a été entrepris en ce sens, bien au contraire. La corruption et la guerre.

Pierre-Antoine Pontoizeau